
BELOW, Stefan von, BREIT, Stefan, *Wald – von der Gottesgabe zum Privateigentum. Gerichtliche Konflikte zwischen Landesherren und Untertanen um den Wald in der frühen Neuzeit*

Julien Demade



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1382>

DOI : 10.4000/ifha.1382

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Julien Demade, « BELOW, Stefan von, BREIT, Stefan, *Wald – von der Gottesgabe zum Privateigentum. Gerichtliche Konflikte zwischen Landesherren und Untertanen um den Wald in der frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1999, consulté le 22 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1382> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1382>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

BELOW, Stefan von, BREIT, Stefan, *Wald – von der Gottesgabe zum Privateigentum. Gerichtliche Konflikte zwischen Landesherren und Untertanen um den Wald in der frühen Neuzeit*

Julien Demade

- ¹ L'ouvrage dirigé par W.T. et C.Z. rassemble les contributions d'une section de l'Historikertag de 1996, et veut témoigner du renouveau des études rurales en Allemagne en faisant connaître les problématiques et travaux les plus récents. Le livre s'ouvre par une magistrale présentation, due à Peter BLICKLE, de l'historiographie des espaces ruraux à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne, depuis 1945, le but étant de replacer le renouveau actuel dans un progrès plus ancien. P. BLICKLE montre en effet que la rupture décisive s'est faite dans les années 1970, lorsqu'une nouvelle génération a pris la relève des Günther Franz, Wilhelm Abel et Friedrich Lütge, qui, s'ils avaient eu le mérite de fonder des revues (*Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*) et une grande collection (*Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte*) par lesquelles l'histoire rurale a pu accéder à une visibilité lui faisant jusque là défaut, n'en avaient pas moins enfermé ce courant de recherche dans des voies trop juridiques (*Agrarverfassung*) et fixistes. La rupture s'est faite moins autour de méthodes que d'objets, dont le renouvellement a permis de poursuivre la rupture, de ne pas la transformer elle-même en un nouvel académisme. Ces nouveaux thèmes ont été, dans l'ordre chronologique, la communauté rurale (P. BLICKLE souligne l'apport de K.S. BADER, bien qu'antérieur), les formes de la résistance paysanne (objet que P. BLICKLE lui-même a particulièrement illustré, et lié par le concept de *Kommunalismus* au précédent), la proto-industrialisation (avec l'école de Göttingen, dont P. BLICKLE sous-évalue sans doute l'apport, qui tient à l'alliance du renouvellement d'objet et de méthode, micro-historique), et enfin la typologie des formes seigneuriales (seul domaine où l'apport de l'école est-allemande soit réel, apport dont la tradition se

poursuit avec les recherches de Jan PETERS sur la Gutsherrschaft). Cet article de P. BLICKLE est à recommander au lecteur français, qui cherche une présentation concise (mais n'omettant rien) du travail des ruralistes allemands des trente dernières années, ainsi qu'en note les références de tous les ouvrages et articles qui ont fait date.

- 2 B. KRUG-RICHTER et U. GLEIXNER présentent ensuite les deux nouveaux objets vers lesquels se porte actuellement l'intérêt de bon nombre de ruralistes allemands: les gender studies et l'histoire de la criminalité. Il est frappant que B.K.-G. et non pas seulement U.G. mette au premier plan de son exposé les sources judiciaires; ainsi, plus qu'une dualité des nouveaux centres d'intérêt des historiens allemands, c'est la (re)découverte d'un type de sources et leur étude avant tout micro-historique qui paraissent constituer les principales tendances actuelles de la recherche outre-Rhin. Pour U.G., la justice est redevenue un objet intéressant parce que l'on a cessé de la considérer uniquement comme moyen d'une Sozialdisziplinierung venue d'en haut (ce qu'elle est aussi), pour y voir une institution nécessaire à l'auto-régulation de la société paysanne, institution que le seigneur met à la disposition de ses dépendants parce qu'il y trouve son profit en termes de prestige. Ces recherches, si elles ne renient nullement les théories antérieures de la »justicialisation« (Verrechtlichung) des conflits entre dominants et dominés, permettent de voir que celle-ci n'a pu avoir lieu que parce que le recours au judiciaire était déjà largement développé dans toutes les sphères de la société rurale. B.K.-G., quant à elle, montre que l'apport de la Geschlechtergeschichte ne s'est pas limité à révéler certaines facettes des objets à l'honneur dans la nouvelle histoire agraire (particulièrement les résistances paysannes), mais aussi bien, dans les monographies (Claudia ULBRICH) et synthèses (Heide WUNDER) les plus récentes, montre le chemin d'un retour vers les processus de production et les rapports parentaux, ce qui peut-être annonce les voies qu'empruntera dans les années à venir l'ensemble de l'histoire agraire allemande. Les articles de A. SUTTER et W. TROßBACH sont d'un intérêt moins général que les précédents, leur objectif étant moins de présenter des domaines de la recherche que de souligner l'importance de quelques travaux récents. A.S. montre ainsi comment la thèse d'A. INEICHEN amène pour l'espace suisse à mettre en question la notion de révolution agricole à la fois dans son principe (les changements étant permanents, progressifs, et non-linéaires) et ses acteurs (les paysans jouant le rôle de force motrice face aux résistances seigneuriales). W.T., à partir des lumières apportées par R. BECK et J. SCHLUMBOHM sur les stratégies de survie des paysans pauvres, aboutit à des conclusions similaires: les Unterschichten, par leur rôle central dans les conflits sociaux, les migrations et la proto-industrialisation, étaient le ferment du changement dans les sociétés rurales.
- 3 De la réalité des renouvellements de l'histoire agraire présentés par ce recueil, point de meilleur témoignage que les deux dernières monographies parues dans la plus prestigieuse des collections accueillant les travaux des ruralistes (les Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte), ouvrages qui ont pour point commun de mettre le judiciaire au centre et de leurs sources et de leur réflexion sur la structuration des sociétés pré-industrielles. Thomas D. ALBERT, pour déterminer si le rejet des justices ecclésiastiques a joué sa part dans la genèse de la Réformation au sein des populations rurales, commence par rappeler les compétences et organisation théoriques des tribunaux d'Église avant d'étudier leurs activités et organisation effectives entre le milieu du XVe s. et la Guerre des Paysans, et termine en analysant la manière dont les justiciables percevaient l'officialité, telle qu'elle peut se dégager des textes appelant à la

reformatio. La première partie, d'histoire du droit au sens le plus traditionnel du terme, apporte peu que l'on ne sache déjà et, surtout, le chapitre suivant montre combien une telle approche est peu heuristique. En effet, si le droit canon permet aux officialités de se saisir de litiges de types très variés, le dépouillement de tous les registres judiciaires conservés pour trois évêchés du Sud-Ouest de l'Empire germanique permet au contraire de montrer que 80 à 95% (selon les diocèses) de la *jurisdictio contentiosa* traitait de problèmes conjugaux (et donc ne s'adressait qu'aux laïcs), la *jurisdictio criminalis* se limitant elle aux infractions à la morale sexuelle (commises un peu plus souvent par des clercs que par des laïcs, du moins celles punies par les tribunaux ecclésiastiques). La justice ecclésiastique est donc hautement spécialisée; resterait à savoir si cette spécialisation est volontaire et donc témoigne des priorités de l'Église, ou si elle a été imposée par les autres composantes du système judiciaire. La partie la plus importante de l'ouvrage, du moins par rapport à la problématique affirmée, concerne les sanctions édictées: les juges ont très fréquemment recours aux censures ecclésiastiques, volontairement choisies dans 80% des cas (les censures *ipso facto* ne représentent donc que 20% des cas), afin de contraindre les condamnés à payer des frais judiciaires ou des amendes qui excèdent de beaucoup leurs capacités financières (T.D.A. apporte des renseignements très précis sur le coût de la procédure pour les plaignants). Or l'analyse des écrits réformateurs montre que cet abus des excommunications et autres interdits était le principal reproche fait aux cours ecclésiastiques. T.D.A. cependant conclut curieusement son ouvrage en affirmant que les officialités ne sont pour rien dans la diffusion parmi la population des nouvelles idées religieuses. Au total, un livre parfois inégal mais dont l'analyse sérielle des registres judiciaires apporte une masse d'informations d'une précision rare.

- 4 Le livre de Stefan von BELOW et Stefan BREIT est composé de trois parties: un essai de synthèse sur la notion de propriété à l'époque moderne et plus particulièrement son application aux forêts (S.v.B.), puis deux études de cas de procès à propos de bois (S.B. pour la Haute-Bavière, S.v.B. pour le pays de Berne). La partie la plus importante, tant en volume qu'en intérêt, est l'étude de S.B., qui porte sur un hapax: la seule occurrence d'un procès mené par les sujets du duc de Bavière contre leur souverain devant le Reichskammergericht (alors que ce tribunal a eu à traiter 16 000 procès mettant en cause des sujets bavarois). S.B. montre que la résistance paysanne s'origine dans une conception de la forêt qui nie la propriété (interrogés, les paysans affirment que *die ganze Welt* a un droit d'usage dans la forêt, puisque ainsi l'ont voulu les deux vierges qui en des temps reculés ont donné ces bois), mais que pour vaincre leur souverain ils sont obligés de faire leur cette notion, seule reconnue comme un argumentaire valable par ce Reichskammergericht qui est l'unique contre-pouvoir face au souverain. Vaincre, pour les ruraux, rend donc nécessaire de renoncer à ce qui est le fondement même de leur identité en tant que groupe: la participation à la jouissance d'un bien accordé par Dieu. Mais vaincre, plus concrètement, implique aussi constance et ténacité dans l'action engagée (le procès dure trente ans, et les meneurs sont maintes fois emprisonnés ou exilés), qui doit donc s'appuyer sur des structures de pouvoir pré-existantes et solidement installées. Ainsi, le droit de lever des impôts accordé par le souverain aux communautés est-il détourné pour financer le procès, et les villageois récalcitrants sont contraints à l'adhésion grâce au pouvoir judiciaire des *Hauptleute*, instauré pour faire respecter les lois promulguées par le prince mais qui devient le moyen d'imposer des amendes arbitraires afin de faire céder. Surtout, s'opposer à un maître aussi puissant oblige non seulement à dépasser mais aussi à transcender les

limites usuelles de l'auto-organisation paysanne, communautaires; le Schwurverband ne lie dès lors pas plusieurs communautés, mais crée une nouvelle communauté regroupant les individus de plusieurs villages. Ce n'est donc que dans la mesure où ils ont su se défaire de leurs modes traditionnels de penser et d'exister que les paysans ont pu sortir vainqueurs de ce litige exceptionnel – vainqueurs très provisoires, puisque cette zone sera l'une des plus touchées par la répression consécutive au soulèvement des paysans de Haute-Bavière de 1633.

5 Julien DEMADE